



Script de la Vidéo de présentation du projet

Patrick Valentin, vice-président de TZCLD

C'est un projet de société qui prétend détruire la privation d'emploi. Quand on voit tous les besoins de la société, le travail ne peut pas manquer. Il y a toujours plus de travail à faire qu'il n'y a de gens disponibles. Il y a des gens, il y a du boulot et il y a de l'argent.

Clémentine Hodeau, directrice adjointe de TZCLD

On va aller à la rencontre des personnes, identifier avec elles leurs compétences en leur demandant :

- Qu'est-ce que vous savez faire ?
- Qu'est-ce que vous avez envie de faire ?
- Qu'est-ce que vous êtes prêts à apprendre ?

Noëlla Garcia, salariée de Tezea à Pipriac

Je ne savais pas que j'étais commerciale ; je ne savais pas que j'allais conduire un camion ; je ne savais pas que je pouvais faire la petite vendeuse et écouter les clients. Cela nous motive parce qu'en fin de compte, on crée le début du travail.

Mickaël Thomas, salarié de Tezea à Pipriac

Je suis responsable du site de la Pourchassais à Pipriac. La Pourchassais, c'est une ancienne ferme que nous avons transformée en petite entreprise. On a commencé de rien, et de nous-mêmes ; les locaux ont été faits de nos mains.

Laurent Grandguillaume, président de TZCLD

On a des solutions qui sont définies à un niveau local, qui sont définies par les acteurs locaux, par les personnes privées d'emploi elles-mêmes. Et donc on ne fait pas pour quelqu'un, on fait avec les personnes.

On prend le coût du chômage de longue durée, c'est-à-dire un peu plus de 40 milliards d'euros par an pour l'État et les collectivités territoriales. Et bien quand on ramène ce coût aux personnes, c'est environ 18000 € par an et par personne. Et de l'autre côté, et bien il y a le coût d'un emploi, le coût d'un SMIC. En France, toutes cotisations comprises, cotisations salariales et patronales, c'est environ 20000 €. Donc, on prend les 18000 €, on active cette dépense passive, et on finance un emploi dans le territoire. C'est ce qu'on appelle l'activation des dépenses passives.

Bertrand Foucher, président d'Emerjean à Villeurbanne

L'idée géniale des entreprises à but d'emploi, c'est de développer des activités qui n'existent pas aujourd'hui. C'est à dire de venir débloquent du travail supplémentaire, les travaux utiles pour éviter les effets d'aubaine. Pour éviter de prendre du boulot à d'autres opérateurs, on introduit les nouvelles opportunités d'activités et on les soumet au comité local pour validation.

Les premiers concernés, ce sont les habitants et nos salariés qui habitent le quartier. Et ce sont eux qui disent collectivement : ce service manque au quartier, ce serait bien qu'on le rende. Donc on vient avec les activités débloquent du travail supplémentaire, c'est-à-dire apporter de nouveaux services aux habitants et, notamment, rendre accessible financièrement ces services qui ne l'étaient pas si on se contente du marché. Donc tous ces services, au-delà d'amener un plus dans la vie des habitants, permettent vraiment de renforcer la cohésion sociale et la tranquillité du quartier.

Paul Bruyelles, directeur d'Emerjean à Villeurbanne

Nos ressources, comme dans toute entreprise, mais particulièrement dans une entreprise à but d'emploi, ce sont les salariés. Le point très important dès le début, c'est que nous avons accordé une priorité à la gestion des ressources humaines et à la collaboration entre les salariés. C'est un parcours de longue haleine. Une EBE est une entreprise chercheuse, qui se construit chaque jour, et il faut tenir compte de cette dimension là.

Denis Prost, chef de projet à Pipriac et Saint-Ganton

On a fait un bilan intermédiaire qui est vraiment très positif. On voit une société d'assistance qui est en train de se réduire et qui se remplace par une société de travail ; les aides sociales, les associations caritatives, qui voient leur fréquentation diminuer. On voit aussi que, le fait que les personnes retravaillent, cela rejaillit sur toute la famille. Ce n'est pas juste un projet pour des personnes au chômage. C'est un projet qui va refaire bien vivre tout le territoire.

Agès Thouvenot, présidente du comité local TZCLD Villeurbanne

Ce que j'observe en tant qu'élue, c'est que, vraiment, ce projet renverse l'action publique. Habituellement, on travaille pour les gens, on a des bénéficiaires. Là, aujourd'hui, les personnes qui étaient privées d'emploi, qui étaient invisibles de l'action publique, elles sont au cœur du projet, elles deviennent salariées. Et on construit avec elles, à la fois le projet, mais aussi toutes les activités et, finalement, l'entreprise à but d'emploi. Les chefs d'entreprise du quartier peuvent faire appel à l'entreprise à but d'emploi, à des compétences... mais des salariés qui sont dans un cadre sécurisé de travail, dans un cadre collectif. Et ça, cela change beaucoup de choses sur notre modèle de société.

Laurent Grandguillaume, président de TZCLD

Y'aura toujours des personnes qui vont dresser la liste des raisons pour lesquelles il ne faut pas le faire. Nous on est plutôt partisans de cette France dans les territoires, qui se mobilise, qui trouve des solutions, qui les invente, qui les crée..., qui repose sur la confiance, sur l'optimisme. Non, on n'avait pas tout essayé contre le chômage jusqu'à Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée. Il y a des solutions. Elles existent. Nous le prouvons. Donc on doit les mobiliser partout où c'est possible, partout où il y a des volontés. On agit à un niveau local, au plus près de là où on vit finalement, et c'est ce qui fait la force du projet.

**C'est ensemble que nous ferons
de l'emploi un droit !**